

PROTÉGER LES COMMUNAUTÉS D'IMMIGRANTS DANS L'ENSEMBLE DE L'ÉTAT DE NEW YORK

LOI NEW YORK POUR TOUS (GOUNARDES/REYES)

Tous les New-yorkais, quel que soit leur statut d'immigration ou depuis combien ils se trouvent dans notre État, souhaitent mener une vie ouverte, participer à leurs communautés, subvenir aux besoins de leur famille, et accéder à des soins de santé sans intimidation. Le Président Donald Trump ayant promis de séparer les familles, de dévaster les communautés d'immigrants, et d'effectuer des déportations massives, il est devenu encore plus crucial de protéger nos voisins immigrants.

La loi New York pour tous (New York for All Act) remplira exactement cette mission en interdisant que les ressources locales et de l'État ne soient détournées pour mettre en œuvre un agenda cruel et inhumain de déportation fédérale.

Étant donné que les immigrants new-yorkais font face à des menaces accrues, nous devons empêcher la police et les forces de l'ordre locales et de l'État de conspirer avec le service de l'immigration et des douanes (Immigration and Customs Enforcement, ICE) et le service des douanes et de la protection des frontières (Customs and Border Protection, CBP).

LE PROBLÈME

Pendant des années, certains de nos dirigeants ont utilisé l'ICE pour nous diviser, en prenant pour cible et en diabolisant les immigrants de façon cruelle. Les raids et les tactiques alarmistes de l'ICE, aidés par la police locale et les agences gouvernementales qui conspirent pour permettre des arrestations, détentions et déportations, ont séparé des familles new-yorkaises. Trump a clairement fait comprendre que ces mesures s'intensifieront sous son administration.

Par conséquent, de nombreux immigrants new-yorkais et leurs familles vivent dans la peur constante qu'une interaction avec les institutions gouvernementales — que ce soit lors d'un contrôle routier de la police, à l'école, au travail, ou lors de l'obtention de soins de santé — ne puisse entraîner une déportation.

La collaboration des agences locales avec l'ICE conduit à un profilage racial inconstitutionnel, ainsi qu'à la mauvaise utilisation des impôts et des ressources de nos contribuables locaux. De telles pratiques causent des préjudices à la sécurité publique et au bien-être de tous les New-Yorkais, nous divisent et promeuvent un alarmisme nuisible.

LA SOLUTION

Cibler les immigrants pour les arrêter et les déporter est destructif et détourne des ressources d'initiatives qui promeuvent effectivement la sécurité et le bien-être. L'État de New York ne peut continuer à être complice. New York doit affronter ce moment en tenant l'État à l'écart de la cruauté de l'ICE.

La loi New York pour tous (Gournades/Reyes) protégera les immigrants new-yorkais, préservera les ressources locales et de l'État dédiées à nos communautés, et garantira que les dollars de New York ne puissent pas être détournés pour mettre en œuvre un agenda d'immigration politisé et cruel.

« Ce que nos avocats peuvent faire dès maintenant, c'est faire la promesse qu'ils ne permettront pas que cela arrive à davantage de personnes comme moi, ou à davantage d'enfants comme les miens.

- Dalila Yeend



**NEW YORK
FOR ALL**

www.nyclu.org/nyforall

COMMENT LA LOI FONCTIONNE

La loi New York pour tous interdit de façon générale aux responsables gouvernementaux locaux et de l'État d'appliquer les lois fédérales sur l'immigration, de placer les personnes en détention ICE, et de communiquer des informations sensibles aux autorités fédérales de l'immigration. Elle s'assure également que les personnes en détention soient informées de leurs droits avant d'être interrogées par l'ICE. La loi interdit à l'ICE et au CBP de pénétrer dans des zones non publiques d'une propriété locale ou de l'État sans mandat judiciaire et initie le processus de limitation de leur accès aux bases de données d'information de l'État.

POURQUOI NOUS AVONS BESOIN DE LA LOI NEW YORK POUR TOUS MAINTENANT

LES COMMUNAUTÉS QUI REFUSENT DE CONSPIRER AVEC L'ICE SONT PLUS SÛRES.

Lorsque les gens ont trop peur pour demander de l'aide ou faire confiance à leurs voisins et à leurs communautés, nous sommes tous moins en sécurité. En fait, les données montrent que la criminalité est plus faible dans les endroits où les responsables gouvernementaux ne gaspillent pas de temps ni de ressources pour favoriser un programme hostile en matière d'immigration.

Depuis sa création en 2003, l'ICE a agi en toute impunité, en utilisant des mensonges, des tromperies et une force excessive pour prendre d'assaut les domiciles des New-Yorkais et faire disparaître nos proches et les membres de notre communauté.

Personne ne devrait craindre que le fait d'appeler la police ou les services d'urgence apporterait l'ICE à leur porte.

L'Association des dirigeants de grandes villes (Major Cities Chiefs Association), le Groupe de travail présidentiel pour une police du 21^{ème} siècle (Presidential Task Force on 21st Century Policing), le Procureur général de l'État de New York (New York State Attorney General) et la police de l'État de New York (New York State Police) ont tous adopté des positions ou politiques visant à empêcher l'application de la politique d'immigration fédérale, et ce, en invoquant le tort qu'elle cause en matière de sécurité publique.

PROTÉGER LES IMMIGRANTS RENFORCE L'ÉCONOMIE DE L'ÉTAT DE NEW YORK.

Lorsque les résidents font confiance aux responsables gouvernementaux locaux, ils participent davantage à l'économie locale. En 2022, les immigrants new-yorkais ont versé 68 milliards de dollars d'impôts et constitué un pouvoir d'achat de 153 milliards de dollars.

Les immigrants représentent près de 30 % de la main d'œuvre de l'État ; plus de 60 % des prestataires de soins à domicile et des aidants pour personnes âgées sont des immigrants, et certains des premiers emplois les plus probables des demandeurs d'asile comprennent les infirmiers assistants, les travailleurs des services à l'enfance, et les travailleurs du bâtiment. Il s'agit de certains des emplois les plus essentiels et difficiles à pourvoir dans l'État de New York. Les données montrent également que le revenu des ménages est supérieur, et que les taux de pauvreté sont inférieurs dans les zones où les responsables gouvernementaux refusent de conspirer avec l'ICE.

D'AUTRES ÉTATS ONT ADOPTÉ UNE LÉGISLATION POUR EMPÊCHER QUE LES RESSOURCES LOCALES NE SERVENT À L'APPLICATION DE LA POLITIQUE D'IMMIGRATION FÉDÉRALE.

L'État de New York doit suivre les autres États qui reconnaissent l'importance de la protection des résidents immigrants. Les États de New Jersey, Washington, Illinois, et Californie disposent déjà de politiques en matière d'asile au niveau de l'État. La ville de New York et d'autres juridictions locales ont déjà adopté des politiques rigoureuses à l'échelle de la ville pour maintenir les agences locales à l'écart de l'agenda de l'ICE.

De Staten Island à Buffalo en passant par Albany, l'État de New York a besoin d'une politique cohérente à l'échelle de l'État pour protéger tous les résidents immigrants.

LES COMMUNAUTÉS D'IMMIGRANTS MÉRITENT LE RESPECT ET UNE CHANCE DE DÉPOSER UNE DEMANDE DE CITOYENNETÉ SANS CRAINTE.

Les familles immigrantes ont enduré avec courage des difficultés considérables pour construire ici de meilleures vies. Les politiques divisionnistes de Trump seront catastrophiques pour ces familles et communautés, qui ont plus que jamais besoin de protections telles que la loi New York pour tous. Les immigrants ont dû attendre trop longtemps pour que les législateurs fédéraux développent une feuille de route raisonnable d'accès à la citoyenneté, et le processus est désormais sans espoir. Avec un extrémiste anti-immigration de retour à la Maison Blanche, nous avons besoin d'adopter dès maintenant la loi New York pour tous.



The Bronx
Defenders

